Affaires extérieures : valse des concepts, qui mène la danse?

Autor(en): **Cherix, François**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **42 (2005)**

Heft 1648

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1013551

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Valse des concepts, qui mène la danse?

Les options de politique étrangère se bousculent dans la confusion. Même si celle-ci semble trahir la volonté de réduire Micheline Calmy-Rey à simple représentante commerciale de la Confédération.

Retour au concept d'universalité impliquant des relations bilatérales avec toutes les régions du monde, fin d'une diplomatie centrée sur l'Europe, recherche d'un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, communication plus cohérente, tels sont les objectifs des affaires extérieures présentés par le Conseil fédéral au terme de sa session spéciale du 18 mai dernier. Changement de paradigme ou manœuvre tactique, comment interpréter ces nouvelles orientations?

S'il s'agit réellement de revenir à l'époque de Max Petitpierre, comme l'a indiqué Micheline Calmy-Rey, on ne peut manquer de s'interroger. Les temps ont changé: nous sommes désormais dans l'ère du multilatéralisme. Les Etats ne défendent plus leurs intérêts de manière isolée, mais font valoir leurs stratégies à l'intérieur d'alliances ou d'organisations supranationales. Bon vent aux négociateurs suisses, seuls face au reste du monde.

Même doute concernant un éventuel accord de libre-échange avec les USA. Est-ce vraiment l'intérêt de l'économie suisse? Qu'en pense l'agriculture? Compte tenu des rapports de force, une telle opération ne serait-elle pas à sens unique? Les Canadiens et les Mexicains sont-ils satisfaits de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) conclu en 1994? Peuvent-ils écouler leurs produits aux USA aussi facilement que leur grand voisin distribue les siens chez eux?

D'autre part, quelles seront les conséquences politiques de cette démarche sur nos relations avec nos voisins? Dans le *Blick* du 25 mai, Pascal Couchepin s'est exprimé sans équivoque: «Non, un tel accord n'est pas compatible avec une adhésion à l'UE. Mais nous ne voulons pas adhérer durant les prochaines années. Nous pouvons donc conclure un accord de libre-échange avec les Etats-Unis.» On voit que cette réorientation de la politique extérieure n'est pas innocente. D'ailleurs, les milieux nationalistes qui ont applaudi des deux mains ne s'y sont pas trompés.

Le rêve américain

S'il s'agit davantage d'une tactique visant à se lancer sans trop d'illusion dans une aventure atlantiste pour, une fois qu'elle aura échoué, mieux se recentrer sur le continent européen, on ne peut que s'inquiéter. Depuis des années, les milieux anti-européens et ultralibéraux demandent que la Suisse cesse d'approfondir ses relations avec l'UE et fasse des Etats-Unis son partenaire privilégié, tout en copiant ses orientations socio-économiques. Accéder, même partiellement, à leurs fantasmes pour tenter d'établir leur erreur est un jeu dangereux. Programmer des échecs pour que la voie que l'on n'ose plus revendiquer s'impose d'elle-même revient à laisser les circonstances conduire le bal. Ces stratégies «d'épuisement des possibles» sont incompréhensibles et destructrices. Elles ruinent toute formation de l'opinion intérieure et sapent la confiance des partenaires étrangers. Au bout du compte, leur risque est d'épuiser la notion même de politique extérieure.

Mais, dernière hypothèse, cet affaiblissement constitue précisément la finalité profonde de l'opération. Une majorité du collège est peut-être en train de réduire l'activité de la ministre des affaires extérieures à la fonction de voyageur de commerce. A titre compensatoire, nul doute qu'elle lui laisse volontiers la possibilité d'emballer l'affaire dans le concept de son choix et d'en tirer les bénéfices médiatiques qui lui conviennent. *fc*

Edito

Une armée de bon secours

La comparaison des programmes d'armement soumis aux Chambres n'est pas très facile d'une année à l'autre. Celui de 2004, refusé en mars 2005, prévoyait un montant total d'achats de 647 millions, dont 129 pour les chars de déminage et 109 pour deux avions de transport espagnols CASA destinés à rendre notre armée autonome pour le soutien logistique de ses missions au Kosovo ou ailleurs. Cet avion n'était qu'un pis-aller: trop étroite, sa carlingue ne permettait l'emport que de petits véhicules légers. Une coalition UDC - pour un programme centré sur la défense des frontières - et socialiste - pour une réduction forte des dépenses militaires - a entraîné l'échec de ce programme.

Aujourd'hui le Conseil fédéral revient à la charge avec un programme d'armement 2005 au montant beaucoup plus élevé, 1,02 milliard exactement. Rien de bien frappant dans ce programme très technique, orienté sur les simulateurs, le matériel de transmission et le remplacement de 35 hélicoptères Alouette 3, vieux de 45 ans, par 20 appareils modernes. Ce programme ne manque pas de logique. Dans une armée moderne, la communication rapide des informations est essentielle; les simulateurs, coûteux à l'achat, rendent la formation plus efficace et plus rapide, et l'hélicoptère est un moyen de transport dont l'utilité ne se discute pas.

Cependant, la nouvelle mouture ne dit pas comment elle a tenu compte du refus par le Parlement du programme précédent. A croire qu'il ne s'est rien passé. L'armée propose d'année en année des achats et, à moins d'être soi-même un spécialiste de la chose militaire, difficile d'apercevoir la cohérence et la continuité sur le long terme.

En Indonésie, après le tsunami, la fiabilité des hélicoptères de l'armée suisse a été remarquable. Selon tous les témoignages, les performances enregistrées ont été supérieures à ceux de maintes armées de grands pays qui étaient aussi présentes sur le terrain. C'est bien sûr dans cette direction qu'il convient de se diriger et d'investir en conséquence, mais l'armée suisse est pour l'instant incapable de proposer une ligne claire. Dans ces conditions, le refus des programmes d'armement a de beaux jours devant lui. *jg*